

POUR UNE ASSOCIATION STRATÉGIQUE BIRÉGIONALE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE LATINE.

FORUM BIARRITZ 2010 - CORPORACION ESCENARIOS - DOCUMENT DE DISCUSSION

ERNESTO SAMPER PIZANO – Ex-président de la Colombie

L'agenda politique de l'Amérique latine en 2010

L'Amérique latine traverse une période faste. En dehors de son compte d'actifs faisant état de la possession de 15 % des réserves pétrolières du monde, de 30% de l'eau douce et d'une étendue considérable de terres exploitables au niveau agricole, les chiffres récents portant sur la croissance, l'inflation à un seul chiffre et les investissements étrangers directs montrent que le pari d'une stabilité macroéconomique dans un cadre démocratique que fit la région à la fin du siècle dernier porte ses fruits. Depuis le début des années 1980, les leaders politiques d'Amérique latine ont adopté la doctrine selon laquelle « on ne joue pas avec l'économie » et ils ont éliminé de leurs programmes les initiatives téméraires du passé, telles que les émissions monétaires servant à financer la croissance, le surendettement externe et les dépenses sociales déficitaires.

Si l'on peut considérer la stabilité macroéconomique comme étant la principale leçon apprise ces dernières années, la principale avancée au niveau politique est la capacité à fonctionner en démocratie ; dans la région, personne n'ose aujourd'hui songer (comme on a pu le constater lors du rejet frontal du coup d'État au Honduras et de la révolte policière en Équateur) que la rupture des institutions démocratiques puisse être la porte de sortie d'une crise politique, aussi profonde soit-elle.

Ces avancées ont fait de l'Amérique latine une région viable et visible mais cette satisfaction ne peut faire oublier les échéances de l'avenir proche. Le travail à accomplir au niveau des gouvernements est, en premier lieu, lié à l'approfondissement de la légitimité des systèmes politiques, à travers des efforts accrus dans le domaine social pour réduire les niveaux d'inégalité persistants, et en second lieu, à la conception d'une nouvelle stratégie de sécurité hémisphérique qui affronte les nouveaux défis du continent en la matière.

Sur le plan économique, le défi le plus important concerne l'atteinte de meilleurs niveaux de productivité et de compétitivité au sein d'un programme de globalisation. L'Accord de Libre Echange signé entre le Canada, le Mexique et les Etats-Unis et son influence visible sur l'accord ultérieur signé entre les Etats-Unis, l'Amérique centrale et les Caraïbes a divisé la région, dans la pratique, autour de deux modèles de développement : le modèle allant du Panama vers le Nord, et celui allant du Panama vers le Sud. Le premier, basé sur des produits semi-

manufacturés et des services, dépend grandement des marchés et des cycles économiques des Etats-Unis ; le second, plus proche du schéma traditionnel, rentier, concentré sur la production de produits de base et l'exploitation des ressources naturelles.

Les deux paradigmes de croissance ont en commun la nécessité de la région à améliorer son état de compétitivité, à travers des investissements en infrastructures plus importants (comme ceux en cours avec la seconde phase du Canal de Panama), l'amélioration des niveaux de connectivité, des efforts accrus en équipement scientifique et technologique (réduit aujourd'hui à moins de 0,3 % du PIB), une hausse de l'épargne et en cinquième lieu, l'investissement et le développement des Pactes fiscaux (comme le propose la CEPAL), qui augmentent la participation fiscale de l'Etat, à partir d'une base de contribution élargie et plus progressive et d'un réarrangement de ses relations fiscales avec les entités territoriales.

Sur le plan social, le défi actuel concerne toujours d'une part, comme nous l'avons vu, la réduction structurelle des conditions d'inégalité qui font de la région la zone la plus injuste et asymétrique de la planète, et d'autre part l'élimination des mécanismes d'auto reproduction intergénérationnelle de ladite inégalité, tels que l'éducation, la faible mobilité sociale et la hausse de l'économie informelle. Le concept traditionnel de lutte contre la pauvreté, qui diffère du terme de cohésion sociale plus proche du langage européen, doit être remplacé par celui d'inclusion sociale, par l'expansion des libertés et le développement d'agences individuelles ainsi que par la prise de pouvoir au niveau communautaire. (Sen, 2009)

Cette réduction de l'inégalité aiderait également à résoudre le troisième grand vide qui apparaît dans le panorama latino-américain à court terme : celui du manque de légitimité de ses systèmes politiques. Comme le souligne bien Daniel Zovatto dans ce forum, la démocratie ne consiste pas seulement à être élu de manière démocratique, mais à gouverner de manière démocratique, et il est évident que cette aspiration n'est pas pleinement atteinte en raison de facteurs tels que le crime et la corruption, qui affectent la capacité à gouverner des Etats, et parce que les citoyens perdent confiance dans leurs institutions de représentation : cette perte est directement associée au sentiment que les gouvernements n'agissent pas comme ils le devraient, ou agissent de manière insuffisante, en ce qui concerne par exemple la réduction du chômage ou l'amélioration de la santé.

On perçoit heureusement dans le panorama politique hémisphérique un regain de préoccupation pour le secteur social, qui s'exprime à travers une sorte de guerre froide de faible intensité. Celle-ci commence à diviser la région en fonction de conceptions idéologiques distinctes quant aux moyens d'obtenir une meilleure équité sociale, au rôle que doit jouer l'Etat dans cette tâche, et même, au type de garanties individuelles « sacrificables » que cette recherche peut impliquer.

C'est précisément dans ce contexte que nous devons explorer les termes d'une « relation stratégique » nouvelle et actualisée entre l'Amérique latine et l'Europe, comme le propose ici le Professeur Couffignal. (Couffignal, 2010)

La conjoncture 2009 – 2010 : le fantôme de la crise financière demeure

Le fantôme de la crise financière internationale débattu lors du Forum de Biarritz - 2009 dans la ville de Quito continue de hanter les relations transocéaniques. Le problème, qui s'est aggravé ces derniers mois, a provoqué la crise de l'euro, qui était en gestation depuis déjà plusieurs années. Nous pouvons affirmer qu'il y eût une succession d'événements malheureux ayant démarré avec la crise des subprimes aux Etats-Unis et qui ont ensuite contaminé plusieurs banques européennes qui avaient acheté des instruments financiers sans couverture. Le détonateur fut la fraude dans les rapports économiques de la Grèce sur l'existence d'une situation fiscalement insoutenable qui, conjuguée aux problèmes économiques de la zone euro, a mis en danger les possibilités de financement de l'ensemble de la région. Contrairement à ce que disent certains, la crise grecque n'est pas uniquement due à son impossibilité de dévaluer sa monnaie. Comme l'explique Martin Wolf, sans l'euro, il aurait très bien pu y avoir une crise de change liée à la balance des paiements, en Grèce mais aussi dans tous les pays qui ont profité de leur appartenance au Club Euro pour s'endetter au-delà des niveaux admis (Wolf, 2010)ⁱ. Même si l'on peut affirmer que le pire de la crise financière est derrière nous, il est impossible de contourner la nécessité de nouvelles réformes, afin de résoudre les problèmes mis en évidence par la crise, auxquels aucune réponse n'a encore été apportée et qui représentent une menace pour l'intégration.

Le problème actuel est davantage politique qu'économique étant donné que, comme l'avait énoncé Jean-Claude Juncker en 2007, les responsables politiques européens savent ce qui doit être fait mais qu'ils ignorent comment. L'Allemagne n'est pas disposée à payer pour l'irresponsabilité fiscale des autres membres de l'Union Européenne (UE), alléguant que les règles étaient suffisamment claires, stipulées à Maastricht, et elle a décidé que la meilleure solution pour corriger les déséquilibres était de plaider en faveur d'une plus grande austérité fiscale (Les Echos, 2010). Le rôle des Français (second pays de la zone euro) s'est retrouvé en quelque sorte relégué à l'apport d'idées, que paie l'Allemagne. Münchau a défini cette situation comme étant la grande tragédie européenne : « *La France est certainement le seul pays de la zone euro à avoir une mentalité de grande puissance. C'est une tragédie pour la France, et probablement pour la zone euro, qu'elle ne soit pas le plus grand pays* » (Münchau, 2010), ajoutant que l'Allemagne avait une mentalité de petit pays, qui n'anticipe pas l'impact de ses actions sur le reste du monde.ⁱⁱ

Aujourd'hui, le débat s'affine pour s'interroger sur la véritable utilité d'une telle austérité fiscale avant que la crise ne soit pas totalement terminée ; l'alternative étant de continuer au contraire à dépenser pour soutenir le dynamisme de la croissance future. De même, deux points de vue ont fini par s'opposer au sujet de la sortie de la crise : le point de vue nord-américain d'origine, ensuite modéré par le président Obama, qui cherchait à sauver les petits actionnaires des intermédiaires financiers en difficulté et la position, claire et implacable, du gouvernement britannique qui, depuis le premier jour, a lancé ses bouées de

sauvetage en direction des petits débiteurs hypothécaires et des épargnants minoritaires. Cette stratégie a conduit à inclure la nationalisation des entités financières pour les assainir et les rendre ensuite aux innocentes victimes de leurs irrégularités.

Il convient pour terminer de souligner le fait qu'en dépit des accords conclus à ce sujet au sommet de Madrid de cette année, tout résultat pourrait être remis en question dans un futur proche en cas d'approfondissement de la crise de l'euro, qui a mis en évidence la fragmentation politique interne de l'Union Européenne. Et bien que l'Amérique latine ait pu vérifier, face à l'Europe, qu'elle pouvait affronter la crise grâce aux mesures de prévoyance prises par le passé pour conjurer ses propres crises régionales, on a également pu voir qu'à travers quelques « courroies de transmission » que sont la chute des flux d'investissement européens, la baisse des échanges de produits de base et la réduction des fonds communautaires de coopération, la région avait ressenti les effets du désajustement monétaire sur le vieux continent. (Ocampo (a), 2009)

Ainsi que l'avait prédit le Forum de Biarritz 2009, les chiffres de la croissance à l'issue de la crise internationale montrent que l'Amérique latine a dû affronter ces derniers mois des effets collatéraux : les exportations de la région ont chuté de plus de 30 % en 2009, ses besoins en investissement non couverts ont dépassé les 400 milliards de dollars US et les envois d'argent des migrants, affectés par la crise, ont chuté selon les différentes estimations de 10 % à 12 %. Pour finir, la rareté de certains produits basiques a conduit à une aggravation de la pénurie alimentaire.

A la lumière de la récente crise financière, nous expliquerons dans les paragraphes suivants ce qui s'est passé en Amérique latine au niveau des investissements directs étrangers, quelle a été l'évolution de la coopération pour le développement, et quels ont été ses relations et ses accords commerciaux.

I. Les investissements directs étrangers

Les montants élevés d'investissements directs étrangers (IDE) qui parviennent à la région se dirigent principalement vers les ressources naturelles, comme c'est le cas de la région des Andes, ou vers les produits manufacturés d'intensité technologique moyenne-faible, comme au Mexique et en Amérique centrale. Même si les IDE ont chuté de 39 % par rapport à l'année précédente, leur niveau reste le cinquième meilleur résultat de l'histoire du continent. Contrairement à ce qui se dit parfois, l'Amérique du Nord reste le plus gros investisseur de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) même si ces investissements s'orientent surtout vers des projets de faible intensité technologique et que plus de 80 % d'entre eux se concentrent au Mexique ; les investissements européens se dirigent au contraire vers les services ayant un plus fort apport technologique. Un cas intéressant est celui de la Colombie, où plus de 50 % de ces investissements concernent le secteur des ressources naturelles (CEPAL, 2010)

Pour comprendre les raisons de la baisse des investissements, il faut observer ce qui se passe dans l'économie mondiale ; les IDE se sont réduits en 2008 dans les pays développés, tandis qu'en 2009 la contraction a également affecté les IDE dans les pays en développement. L'UNCTAD a réalisé une enquête qui prévoit pour après 2010 une hausse des IDE dans 15 destinations principales, dont neuf sont des pays émergents ou en voie de développement. Etant donné que les investissements européens dans la région ALC se spécialisent dans le secteur des services, il est intéressant de séparer les concepts de services commerciaux, publics et financiers. Concernant les services publics et financiers, dans lesquels une bonne partie des investissements européens dans la région se sont concentrés, il est clair que grâce à de prudentes provisions comptables et financières destinées à conjurer les crises hémisphériques passées, ces entreprises ont réussi à compenser leurs pertes européennes par les bénéfices latino-américains. C'est par exemple le cas d'Endesa et de Telefónica en Espagne, ainsi que des banques BBVA et Santander. Telefónica a obtenu 41,5 % de ses revenus du premier semestre dans la région des pays de l'ALC.

A l'avenir, ces nouveaux flux d'IDE pourraient se canaliser de manière plus stratégique, et profiter des nouveaux avantages de change, de la diversification des structures productives régionales et du renforcement évident de la capacité du continent latino-américain à influencer sur l'équilibre de la géopolitique énergétique (Isbell, 2008) ; en effet, suite à la découverte de nouvelles réserves pétrolières dans la région qui font passer sa part mondiale à plus de 15 %, au développement de formes alternatives d'énergies telles que l'éthanol et le biodiesel ainsi qu'à l'utilisation pour la production d'électricité d'autres combustibles fossiles tels que le charbon, l'Amérique latine devient un des grands acteurs du marché mondial de l'énergie.

En dépit de cette chute des IDE, le vide laissé par les moindres flux d'IDE a été comblé par la création d'un puissant réseau d'entreprises régionales aux capitaux d'origine locale (les *multilatinas*), dans le développement desquelles sont impliqués tous les gouvernements.

Amérique Latine et Caraïbe : les plus grandes entreprises latino-américaines					
Classement d'après les ventes consolidées (en millions de dollars)					
	Entreprise	Pays	Secteur	Ventes	Pays d'activité
1	Petrobras	Brésil	Hydrocarbures	\$ 33 138	Brésil, Argentine, Bolivie, Colombie, Etats-Unis
2	Telmex	Mexique	Télécommunications	\$ 10 399	Mexique, Etats-Unis, Chili, Colombie, Pérou, Brésil, Argentine
3	América Móvil	Mexique	Télécommunications	\$ 7 649	Mexique, Argentine, Colombie, Equateur, Guatemala, Nicaragua, Venezuela, Brésil, Etats-Unis
4	CEMEX	Mexique	Ciment	\$ 7 167	Mexique, Etats-Unis, Espagne, Venezuela, Colombie, Costa Rica, Nicaragua, Panamá, entre autres
5	Companhia do Rio Doce	Brésil	Mines, sidérurgie	\$ 6 729	Brésil, Etats-Unis, Argentine, Chili, Norvège, France, Bahreïn
6	FEMSA	Mexique	Boissons, bières	\$ 6 669	Mexique, Guatemala, Costa Rica, Nicaragua, Venezuela, Brésil, Colombie, Argentine
7	Odebrecht	Brésil	Construction	\$ 5 998	Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Pérou, Equateur, Etats-Unis
8	Grupo Carso	Mexique	Commerce et industrie	\$ 5 045	Mexique, Etats-Unis, Chili, Brésil
9	Gerdau	Brésil	Sidérurgie	\$ 4 627	Brésil, Chili, Uruguay, Argentine, Etats-Unis, Canada
10	Grupo Alfa Mexique	Mexique	Pétrochimie	\$ 4 164	Mexique, Etats-Unis, Canada, Costa Rica, Le Salvador, République Tchèque

Source : CEPAL

II. La coopération pour le développement

La coopération a été l'un des autres postes affectés par la crise. L'aide officielle au développement mesurée par l'OCDE a diminué en 2009 et il est probable qu'elle n'augmente pas cette année. De nombreux pays latino-américains ayant un niveau de revenus moyen resteront écartés de ces apports concessionnels. Cette diminution au niveau mondial contraste avec la vérification, au sein du système des Nations Unies, du respect des objectifs du Millénaire qui

prévoient un niveau de coopération à 0,7 % du PIB mondial qui n'a bien entendu pas été atteint. La coupe effectuée dans les budgets de coopération européenne a été sensible dans des pays tels que l'Italie, la Grèce et l'Espagne (ELCANO, Viviana Olivier). La priorisation de l'agenda de coopération est particulièrement importante pour pouvoir rediriger les ressources disponibles de la coopération vers les destinations prioritaires de l'hémisphère ; des sujets tels que la capacité à gouverner en démocratie, l'attention des pays émigrants, la sécurité publique et citoyenne ainsi que le développement de nouvelles possibilités énergétiques pourraient faire partie d'un nouveau « dialogue politique », qui serve de base à un nouvel Agenda de coopération soutenant la NOUVELLE ALLIANCE STRATÉGIQUE EUROPE-AMÉRIQUE LATINE proposée à la fin de ce document. Le nouvel Agenda de coopération devrait inclure la réduction de la conditionnalité de ce type d'aides, la priorisation moins politique de leurs destinations, leur régionalisation afin de renforcer les processus propres d'intégration, et tout cela sur la base d'une nouvelle vision stratégique des deux régions en ce qui concerne l'avenir de leurs propres relations (Altmann, Josette et Al., 2010).

III. Les relations et les accords commerciaux

Le bloc européen est l'un des trois principaux partenaires commerciaux de toutes les régions latino-américaines ; l'UE est le premier partenaire commercial du Marché commun du Sud (MERCOSUR), le second est la Communauté Andine des Nations (CAN) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le troisième est formé par le Mexique, le Chili et le Marché Commun Centraméricain (MCCA).

Amérique Latine : principaux partenaires commerciaux par sous-région

MERCOSUR a) 2008	CAN 2009	MCCA 2008	CARICOM b) 2008	MEXIQUE 2009	CHILI 2009
Union Européenne (21,9 %)	TLCAN (33,0 %)	Etats-Unis (31,6 %)	Etats-Unis (50,8 %)	TLCAN (84,2 %)	Chine (21,3 %)
Asie (21,7 %)	Union Européenne (14,0 %)	MCCA (29,4 %)	Union Européenne (15,8 %)	Amérique latine (5,9 %)	Amérique latine (16,2 %)
Etats-Unis (15,0 %)	CAN, Chine et Venezuela (7,0 % chacun)	Union Européenne (13,2 %)	CARICOM (10,0 %)	Union Européenne (5,1 %)	Union Européenne (14,6 %)

a) hors Venezuela

b) commerce de marchandises uniquement. Les chiffres des Etats-Unis sont ceux de 2007.

Remarque : Les valeurs présentées dans chaque cas correspondent au pourcentage d'exportations vers le pays ou la région.

Source : Elaboration propre à partir de données de la BID/INTAL. Rapport MERCOSUR N°14, décembre 2009. Sur www.iadb.org ; SIECA, Etat de la situation de l'intégration économique centroaméricaine. 2009. Sur www.sieca.in; Secrétariat de la Communauté andine. Recueil de séries statistiques de la CAN. Première décennie 2000. 2010. Sur www.comunidadandina.org ; DIRECON. Rapport sur le commerce extérieur du Chili. Premier trimestre 2010. Sur www.prochile.cl ; Institut national des statistiques. Géographie et informatique. Exportation annuelle par zone géographique et pays. Sur www.inegi.gob.mx ; Caribbean Community Secretariat Statistics. Sur www.caricomstats.org.

A Madrid, les pays centraméricains ont souscrit un accord commercial qui entrera en vigueur en 2012 et qui comprend la création d'une généreuse ligne de crédit de plusieurs milliards d'euros. Bien que l'UE ait exigé comme condition de négociation avec la CAN que celle-ci le fasse en tant que bloc, elle a finalement cédé aux pressions de la Colombie et du Pérou pour signer des accords bilatéraux séparés qui, dans la pratique, remplacent de manière préoccupante le concept de régionalité qui jusque-là prévalait par celui de bilatéralité. Les questions relatives au MERCOSUR n'ont pas avancé dans la mesure où elles sont conditionnées par les avancées effectives d'autres forums multilatéraux comme celui de DOHA et par la résolution d'autres sujets de contentieux tels que la réduction des aides agricoles européennes.

En résumé, comme l'énonce parfaitement la FLACSO dans le document préparatif pour Biarritz 2010, si l'UE souhaite se différencier des Traités de Libre Echange souscrits par les Etats-Unis avec la région ALC, elle devrait étendre ses contenus politiques, les replacer dans le contexte d'une vision stratégique de l'avenir des relations et les accompagner de soutiens effectifs afin de corriger les asymétries et les différences.

Le sommet de Madrid : une bonne occasion pour relancer les relations bi-régionales

Il y a un an, le document présenté par la fondation Corporación Escenarios avait mis l'accent sur le peu d'importance qu'avait l'Amérique latine pour l'Europe et sur le pouvoir de l'initiative privée pour l'interaction entre les deux continents. Il est aujourd'hui impératif de se référer à la rencontre qui a eu lieu à Madrid en mai, et dont la déclaration, conjuguée aux actions prises par l'Europe, montre une amélioration de la perception mutuelle entre les deux blocs qui pourrait conduire à un approfondissement de la relation au niveau politique.

Le dialogue du sommet a porté sur trois principaux sujets : commerce, coopération et migrations. Le premier peut surtout s'entendre comme étant ce que l'Espagne avait à « démontrer », étant donné la conjoncture difficile qui a entouré la période de sa présidence de l'Union Européenne. Les Européens ont toujours été enclins au libre échange mais les négociations avec la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) étaient néanmoins embourbées pour différentes raisons. Le principal effort au cours du sommet a été précisément le travail visant à retirer la plupart des entraves afin d'améliorer le commerce intra-régional, qui a doublé entre 1999 et 2008 : les exportations latino-américaines vers l'Union Européenne sont passées de 42 500 millions à 102 400 millions d'euros tandis que les importations sont passées de 52 200 millions à 86 400 millions d'euros.

Il est donc apparu que la question commerciale resterait prépondéranteⁱⁱⁱ, et même si l'avenir du Pacte Agricole Commun n'est pas encore évoqué, tous les efforts possibles ont été faits pour éclaircir les éventuels autres doutes concernant l'approfondissement de la relation intra-régionale, probablement en raison de la nécessité de signer dans le cadre du sommet différents accords bilatéraux et régionaux entre des pays latino-américains et l'UE. Malheureusement, la

souscription d'accords bilatéraux entre le Pérou et la Colombie a en pratique officialisé le craquellement de la CAN. Bien qu'il existât déjà auparavant des différences de point de vue entre les pays andins sur l'adoption d'une ouverture commerciale avec l'Europe, cette dernière avait conservé sa position de négociateur en bloc afin d'encourager l'intégration des pays andins.

La Colombie et le Pérou ont réussi à faire signer à l'Europe deux traités unilatéraux avec eux, en alléguant tout d'abord que l'accord pouvait se faire à deux vitesses en intégrant ensuite d'autres partenaires, et ensuite que l'aspect commercial n'était qu'un des aspects des Accords d'Association encouragés. En étant optimistes, l'UE peut espérer que les pays andins se mettent d'accord avant de signer tous les autres composants. De fait, l'Équateur et la Bolivie ont exprimé leur volonté de commencer à négocier des accords commerciaux davantage conservateurs.

Avec l'Amérique centrale, un Accord d'Association a été signé avec tous les pays (le premier de ce type signé par l'Europe avec une autre région), ce qui donne une impulsion au processus d'insertion internationale du sous-continent.

Finalement, les négociations avec le MERCOSUR ont peu avancé en raison des positions a priori immuables des deux parties. Les Européens insistent pour attendre la fin du cycle de Doha avant de prendre des décisions au sujet des produits agricoles, et les Sud-américains ont réussi à initier un rapprochement, peu ambitieux, sans s'engager encore à ouvrir leurs marchés en matière de biens industriels ou de protection des investissements, tant que l'UE ne modifie pas les subventions aux produits agricoles européens, que n'importe quel modèle économique définirait comme faisant une concurrence déloyale aux produits latino-américains.

La déclaration de Madrid aborde également la question de la coopération, en cherchant à ce que celle-ci se renforce au niveau régional et en essayant de favoriser l'inclusion de la région ALC. Il a été établi au sommet de Madrid qu'il existe différentes questions importantes pour les deux protagonistes mais sans mentionner quelles sont les priorités. A la différence des autres types d'accords, par exemple ceux avec les États-Unis, les nouveaux traités européens ont une composante de coopération politique et sociale, ce qui pourrait à l'avenir conduire à parler d'Accords d'Association plutôt que d'Accords de Libre-échange^{IV}. Les accords atteints lors du sommet et liés à la coopération abordent des questions vastes, notamment les suivantes :

I. Sciences, recherche, innovation et technologie

Dans ce domaine, il est proposé d'améliorer la coopération existante pour la recherche, en renforçant les capacités et les infrastructures scientifiques et technologiques, ainsi que l'usage des nouvelles technologies afin de favoriser la réduction de la fracture numérique.

Pour cela, le développement et l'application de l'*Initiative commune UE-ALC pour la recherche et l'innovation* est proposée, en combinant des instruments de niveau national, régional et bi-régional. Un assouplissement des échanges entre les

universités et les centres de recherche s'esquisse, ainsi qu'avec les institutions des secteurs public et privé, afin de développer une interface entre la recherche et l'innovation, au moyen d'un réseau de centres de connaissances et d'innovation qui facilite l'appropriation sociale des connaissances et de la technologie, notamment par les micro entreprises et les petites et moyennes entreprises (PME).

En promouvant l'élargissement de la coopération scientifique et technologique dans toutes les sous-régions latino-américaines et dans les Caraïbes, en portant une attention particulière aux pays participant faiblement aux activités de coopération scientifique et technologique, la coopération pour le développement des capacités humaines et institutionnelles pourra être favorisée, en encourageant le retour des chercheurs dans leur pays d'origine. Tout ceci en faveur d'un échange d'expériences et d'une amélioration des pratiques dans les domaines de l'innovation, de l'incubation, de l'initiative entrepreneuriale, des parcs technologiques et des entreprises naissantes.^v

II. Développement durable, Changement climatique, énergie

Dans ce domaine, c'est le renforcement de la coopération bi-régionale qui est recherché, en matière d'environnement et de gestion du risque de catastrophes, en encourageant l'intégration de ces aspects dans les stratégies de développement durable et dans la conception des politiques. Il faut pour cela échanger des expériences et des informations afin de faciliter la conception de stratégies et de politiques d'adaptation et de mitigation, notamment à travers le programme EuroClima et la coopération triangulaire et sud-sud.

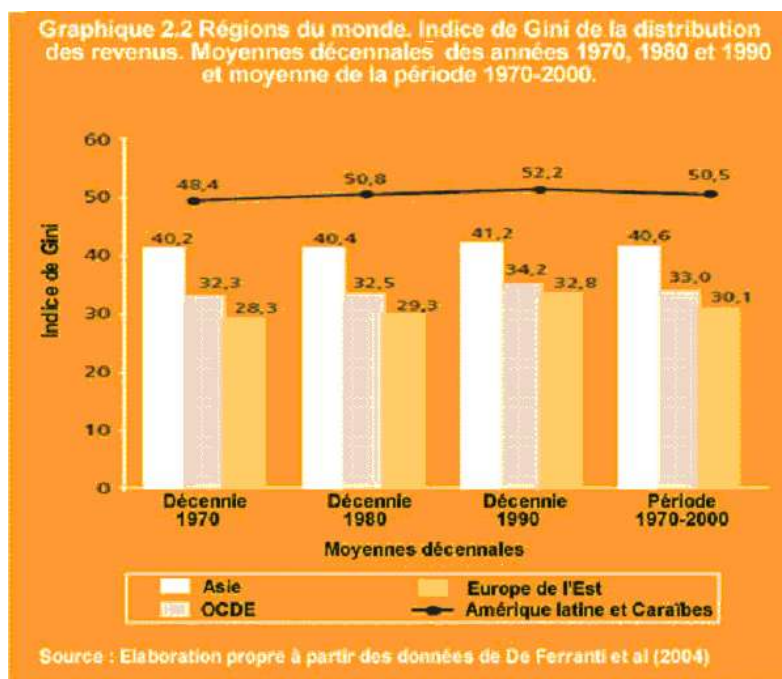
Il est pour cela vital d'obtenir les ressources financières nécessaires pour contribuer au développement durable, à la conservation de la biodiversité, à une utilisation durable, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à la mitigation de ses effets, en garantissant la coordination d'activités destinées à la réduction des émissions découlant de la déforestation et de la dégradation forestière, en répondant aux spécificités des différents pays. Il faut donc encourager le développement de projets dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et s'efforcer d'améliorer les capacités en matière de technologies à faibles émissions de carbone qui soient sûres et durables, et de stratégies de développement comportant de faibles émissions de gaz.

Pour son suivi, il est proposé de travailler conjointement afin de mettre correctement en place le Forum sur la coopération technique, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique UE-ALC. De fait, lors de la réunion de l'Assemblée EuroLat à Séville en mai, la nécessité d'aboutir à un accord liant les parties avant le sommet du Mexique à la fin de cette année a été établie, en soulignant que la crise n'est pas une excuse pour ne pas entreprendre des actions destinées à diminuer le changement climatique. Pour cela, c'est le principe de coresponsabilité qui est envisagé, auquel environ 100 millions de dollars devraient être destinés en 2010 pour financer les processus de diminution et d'adaptation dans les pays de voie de développement.

III. Intégration régionale, cohésion sociale

Les principaux objectifs en ce domaine concernent l'augmentation de l'intégration régionale ainsi que l'intégration et la cohésion sociale. Cette dernière vise en particulier à contribuer à l'objectif général d'éradication de la pauvreté, notamment des populations vulnérables, dans le contexte du développement durable.

Selon le Rapport régional sur le développement humain pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2010 (PNUD, 2010), la considération des inégalités concernant les services d'infrastructures de base, telles que l'eau potable et l'électricité, a mis à jour la persistance d'une faible couverture, et les enquêtes montrent qu'il est toujours plus difficile d'obtenir de l'eau potable au foyer pour les citoyens aux plus bas niveaux de revenus (il en est de même avec l'accès à l'électricité). Le pays qui cumule le plus de disparités est la Bolivie, tandis que le Brésil est l'une des nations qui a le mieux réussi à réduire les inégalités ces huit dernières années. Le rapport met l'accent sur les pièges d'inégalité que génère le continent et qui dérivent aisément en pièges de pauvreté. Le message de l'étude se qualifie toutefois de positif puisqu'il signale que la transmission générationnelle de la pauvreté peut être rompue, en faisant ressortir le rôle prépondérant de l'Etat dès lors que le clientélisme et la corruption peuvent être évités.



Source : PNUD

Afin de parvenir à ces objectifs, l'encouragement des investissements en infrastructures et le développement des réseaux sociaux et économiques sont apparus comme étant des éléments indispensables. Pour cela, il a été souligné que les ressources financières nécessaires doivent être mobilisées afin d'améliorer

et de créer des infrastructures et des réseaux durables, qui favorisent l'intégration régionale ainsi que l'intégration et la cohésion sociale.

On espère ensuite pouvoir mobiliser des ressources pour la constitution du Fonds pour les infrastructures UE-Caraïbes, destiné au renforcement de l'intégration régionale et de l'accès aux services sociaux basiques, à travers des améliorations des infrastructures matérielles et des services qui y sont associés. Avec un apport de 125 millions d'euros, l'instrument financier est conçu de manière similaire à la ligne de crédit ouverte avec les pays de l'Europe de l'Est. 17 projets ont pour l'instant été identifiés pour 2010 et 2011, représentant un investissement total de 3.5 milliards d'euros.

La collaboration que souhaite offrir l'Union Européenne à ce sujet reflète ses intérêts et d'une certaine manière la coresponsabilité qu'elle a en ce qui concerne le développement de la région dans des domaines autres que les traditionnels, tels que la gestion des migrations dans les pays d'origine, la technification des exportations (tenter de réduire la prépondérance des produits agricoles pour rendre ces négociations plus souples), le changement climatique (initiative dont elle est le porte-drapeau au niveau mondial) et le combat contre le phénomène des drogues illicites (en défendant une position moins prohibitionniste que celle des Etats-Unis).

Le troisième axe, celui de l'émigration, a en réalité été soulevé par les Latino-américains, en raison de sa prépondérance dans les gouvernements de la région. La *Directive Retour* proposée par l'Europe nie tacitement les valeurs de démocratie et d'égalité ainsi que de respect des droits de l'homme, toujours mentionnées par les fonctionnaires européens comme point axiologique de la politique extérieure communautaire.

Le cas des immigrés et le problème du chômage

La question de l'immigration demeure l'une des plus délicates entre les deux régions et elle se trouve aujourd'hui aggravée par la propre crise internationale et par une tendance, a priori manifeste, vers la criminalisation du phénomène migratoire, comme en témoignent la construction des murs à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique ou entre Israël et la Palestine ; la promulgation de la loi de l'Etat d'Arizona qui fait des immigrés sans papiers des délinquants ; le traitement de la population gitane par le gouvernement français ; la discrimination électorale et au travail faite aux immigrés en Italie et, bien entendu, l'insistance à vouloir maintenir la fameuse Directive Retour « sur les normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ». Dans la pratique, cette directive est devenue un catalogue de violation des droits humains les plus élémentaires des immigrés en situation irrégulière, en permettant leur emprisonnement pendant plusieurs mois avant d'être expulsés, en refusant les possibilités de rapprochement familial qui furent l'essence des politiques migratoires libérales par le passé, en interdisant la

réintégration des expulsés, en acceptant le rapatriement de mineurs séparés de leurs parents, ou en créant un état de VIP pour les immigrés qualifiés à travers une « carte bleue » qui les répertorie comme étant issus de meilleures familles que les autres immigrés.

La loi de l'Arizona oblige la police à arrêter les immigrés sans papiers, pour le simple fait d'avoir un « doute raisonnable » sur leur situation irrégulière. Lorsque la gouverneure Brewer a été interrogée sur les critères à suivre pour établir l'apparence d'un immigré et justifier le doute raisonnable sur sa situation irrégulière, elle a répondu qu'elle ignorait comment procéder ; néanmoins, si un policier commet la même erreur et omet de « reconnaître » un immigré en situation irrégulière, il peut se faire dénoncer par les résidents de la communauté pour manquement grave à ses devoirs. L'Arizona est un état frontière avec le Mexique, la circulation de migrants y est importante, soit parce qu'ils viennent acheter des produits alimentaires, des vêtements ou de l'électroménager, soit parce qu'ils « traversent le mur » à la recherche d'un travail. Le désert de l'Arizona est devenu l'un des chemins les plus dangereux pour traverser illégalement la frontière : plus de 3 000 migrants ont perdu la vie depuis 1994 en tentant de le faire. La veille de l'entrée en vigueur de la loi, le juge Bolton a suspendu quelques sections de celle-ci estimées contraires à la Constitution. On peut s'attendre à une longue bataille judiciaire : la cote de popularité de la gouverneure Brewer a fait un bond depuis qu'elle a signé la loi, et elle a promis de la défendre jusque devant la Cour Suprême si nécessaire.

En Europe, les choses ne prennent pas un meilleur chemin. L'Italie a ratifié l'an dernier une loi qui criminalise également l'immigration illégale, dont les conséquences sont proches de celles observées aux Etats-Unis. Le gouvernement italien a même proposé que les calculs pour la distribution des sièges au parlement européen se fassent sans tenir compte des immigrés. Il existe actuellement un affrontement important au sein de l'Union Européenne au sujet du rapatriement massif des gitans par le gouvernement français alors qu'ils sont considérés, à juste titre, par les autorités communautaires comme des citoyens européens possédant tous leurs droits et garanties. La Commission devrait rejeter cette mesure pour deux raisons fondamentales : la population gitane en Europe atteint douze millions de personnes, et de larges pans conservateurs de la société française ne sont pas d'accord avec cette politique qui va à l'encontre de la longue tradition de respect des droits de l'homme universels et d'accueil de tous les immigrés.

La population migrante mondiale compte deux cents millions de personnes, ce qui représente 3,1 % de la population mondiale ; ensemble, ils formeraient le cinquième plus grand pays de la planète. L'argent qu'ils envoient à leurs foyers d'origine représente aujourd'hui le flux de capitaux le plus important dans les pays en développement : dans certains pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ces sommes arrivent à représenter 30 % des revenus externes du pays et elles dépassent largement le montant de nombreuses exportations de biens et de services. Le débat sur le fait que ces envois « soient ou non productifs » (Barajas,

Adolfo et Al., 2009) n'est absolument pas pertinent. Etant donné que chaque migrant joue le rôle d'un travailleur supplémentaire pour son pays d'origine dans la mesure où il partage son salaire avec sa famille à travers ces virements ; que ces sommes servent à financer des biens de consommation basiques qui contribuent à dynamiser les demandes locales ou qui s'investissent, comme c'est souvent le cas, dans des actifs sociaux, principalement des logements et des frais de scolarité privés, qui contribuent à augmenter le capital humain, on ne peut pas les décrier, comme le fait le FMI, en les qualifiant d'improductives ou peu rentables.

Le grand paradoxe du phénomène migratoire mondial dérive du fait qu'au nom d'une soi-disant globalisation, on défende d'un côté la nécessité de garantir la libre circulation des capitaux, de la technologie, des services et des marchandises, tout en imposant de l'autre davantage de restrictions à la circulation internationale du travail non qualifié, qui est le plus abondant dans les pays en développement. Les immigrés, poursuivis, criminalisés, déportés, aux familles dissoutes, sont devenus en raison de ce traitement indigne les nouveaux esclaves de l'ère globale. Tant que la revalorisation éthique du phénomène migratoire ne se rétablira pas en s'appuyant sur les droits de l'homme universels des travailleurs, le phénomène continuera à troubler les relations internationales. Le problème des immigrés, comme le souligne bien le document de la CEPAL rédigé pour ce Forum, a, d'après Alicia Bárcena, « intensifié les symptômes de désarroi, d'impuissance, d'injustice et il écorne le sentiment d'appartenance, notamment chez les jeunes ». (Bárcena, 2010)

Les pays latino-américains ont peu à peu construit un discours commun sur le phénomène migratoire. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'Amérique latine fut une destination d'émigration qui traitait bien ses visiteurs et se mêlait à eux ; depuis l'époque de la conquête, le métissage est devenu le meilleur rempart ethnique pour prévenir des affrontements de race, de religion ou de sang. Aux débuts du XXI^e siècle, la tendance de l'histoire a changé : plus de 26 millions de Latino-américains (qui représentent 13 % des immigrés dans le monde contre 9 % de la population régionale par rapport à la population globale) vivent hors du continent. Dans le cas de certains pays des Caraïbes cette proportion arrive à dépasser les 30 %. La plupart de ces migrants sont partis aux Etats-Unis et en Europe, notamment en Espagne où ils représentent un peu plus de 50 % des travailleurs sans papiers. (Bárcena, 2010)

Le Forum ibéro-américain de Cuenca et la Convention ibéro-américaine sur la sécurité sociale sont des avancées positives, quoique insuffisantes, vers la définition d'un AGENDA MIGRATOIRE BIRÉGIONAL qui devrait s'inspirer des principes suivants, ainsi que l'ont souligné quelques présidents lors du sommet de Madrid et ainsi que l'a proposé le FORUM DE BIARRITZ :

- i) Régularisation massive des immigrés sans papiers ;

- ii) Egalisation de leurs conditions de travail avec celles des travailleurs locaux ou nationaux ;
- iii) Facilitation de la réintégration familiale des migrants avec leurs parents d'outre-mer ;
- iv) Assimilation culturelle des migrants au lieu d'un isolement policier ;
- v) Soutien économique et social aux pays d'origine pour éliminer les causes de mouvements migratoires vers l'extérieur.

Migration et chômage

Le lien étroit qui unit immigration et chômage s'illustre clairement dans le fait que sur les marchés européens, les niveaux récemment élevés de chômage ainsi que les plus bas niveaux de rémunération salariale s'observent dans les secteurs où travaillent les immigrés. En Espagne par exemple, alors que le chômage est de 18 % au niveau national, celui des étrangers de 30,7 % et celui des Latino-américains de 28,64%. (Bárcena, 2010)

L'évolution du marché du travail en Amérique latine doit également s'observer à la lumière d'autres indicateurs sociaux, tels que l'augmentation de la dépense sociale, passée de 12,8 % dans les années 1990 à 17,4 % en 2007 (Ocampo (b), 2010). Bien que la crise financière internationale ait provoqué une contraction économique de 2 % dans la région, celle-ci s'est bien défendue face aux turbulences financières grâce à la solidité de ses systèmes financiers. L'inquiétude actuelle concerne non seulement le nombre d'emplois qui se génèrent mais aussi leur qualité. 55 % des nouveaux emplois créés ces dernières années proviennent de ce qu'on appelle l'économie informelle ; entre la dernière décennie du XX^e siècle et l'année 2008 (date d'entrée en vigueur du *Consensus de Washington*), la part du secteur informel dans l'économie latino-américaine est passée de 58,8 % à 64 %. Comme le conclut si bien le travail de la CAF, le comportement critique du marché du travail n'a pas permis d'absorber totalement le plus grand capital humain à un moment où la transition démographique et l'exportation de main d'œuvre à travers l'immigration internationale ont réduit la pression sur les marchés du travail. A cela s'ajoute la grande volatilité de la croissance économique qui a accentué l'insécurité qu'affrontent les travailleurs latino-américains (Ocampo (b), 2010).

Le grave ralentissement économique que traverse l'Europe est un problème qui a des répercussions directes en Amérique latine, non seulement en raison des questions de commerce^{vi} ou d'investissement, précédemment évoquées, mais aussi en raison des conditions de travail de la population migrante vivant sur le vieux continent, qui se transmettent à leurs familles dans les pays d'origine à travers la baisse des envois d'argent (contraction de 11 % en 2009). Bien que le chômage en Europe lié à la récession vienne frapper proportionnellement davantage les immigrés que les travailleurs nationaux, certains organismes tels

que la BID ont écarté la possibilité que les immigrés décident de rentrer massivement dans leurs pays, puisqu'ils ont montré leur capacité d'adaptation à des conditions d'emploi récessives : ils changent d'emploi, travaillent de longues heures, réduisent leurs dépenses, déménagement et utilisent leur épargne pour envoyer de l'argent à leurs familles.

Dans le cas de l'Espagne (Mahía & Del Arce, 2010) la population immigrée est celle qui se trouve la plus affectée parce que :

- i. Les immigrés et leurs familles sont davantage dépendants des revenus salariaux et disposent de moindres sources alternatives de revenus.
- ii. Leur volume d'épargne est réduit, par rapport à d'autres groupes vulnérables, car un pourcentage de l'argent qu'ils gagnent est destiné à l'envoi aux familles. Une étude réalisée en 2007 dans la Communauté de Madrid indiquait que le montant moyen d'épargne par foyer d'immigrés ne dépassait pas 160 euros par mois, une fois déduit un envoi mensuel moyen estimé à 180 euros.
- iii. L'exposition au chômage de l'unité familiale est davantage marquée en raison d'un niveau plus élevé d'homogamie (définie comme étant le mariage entre individus qui partagent des caractéristiques culturelles). Il est ainsi relativement fréquent de trouver des familles immigrées dont tous les membres sont au chômage.
- iv. La majeure partie des immigrés ne peut justifier que d'un parcours professionnel bref et d'une ancienneté plus réduite, ce qui réduit l'accès aux indemnisations de licenciement et de chômage ainsi que leur montant. Les micro-données de l'enquête de structure salariale basée sur des données de 2006 indiquaient, comme nous l'avons déjà dit, une ancienneté moyenne de 1,7 an contre 8,2 ans pour les nationaux, et le taux de couverture estimé pour les prestations chômage de la population immigrée atteignait à peine 33 % fin 2007.
- v. La dimension et la portée des réseaux sociaux qui les accueillent sont beaucoup plus limitées, ce qui accentue le niveau effectif d'absence de protection face à une situation de crise.

Les Européens ont établi comme feuille de route pour tout dialogue concernant l'immigration le document "Eléments destinés à structurer le dialogue entre l'UE et les pays ALC sur les migrations". Nous en présentons ici quelques-unes des conclusions les plus importantes :

- i. Ils ont reconnu que la pauvreté était l'une des causes fondamentales de migration.
- ii. Ils ont jugé indispensable d'assurer à tous les immigrés la jouissance et la protection effectives des droits de l'homme.
- iii. Sur la base du principe de responsabilité partagée, ils ont indiqué l'urgence de développer une approche globale des migrations internationales, y compris une gestion organisée des flux migratoires, en se concentrant sur les bénéfices mutuels obtenus par les pays d'origine et de destination, et en promouvant la reconnaissance et la prise de conscience publiques de l'importante contribution économique, sociale et culturelle des immigrés aux sociétés d'accueil.
- iv. Ils ont souligné l'importance de la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et autres formes d'intolérance.
- v. Ils ont lancé un appel à poursuivre le développement d'un dialogue structuré et global sur l'émigration des pays ALC vers l'UE.

Malheureusement, les dirigeants européens ont également revendiqué comme cadre de référence pour leurs politiques le Pacte européen sur l'immigration et l'asile ainsi que l'Approche globale des migrations, qui contredisent sur de nombreux points les principes énoncés.

Concernant les migrations, le président du parlement du MERCOSUR, José Pampuro, a fourni un document de l'assemblée EUROLAT qui recommande la création d'un Observatoire des migrations, qui serait chargé du suivi permanent des flux migratoires entre l'Europe et l'Amérique latine. La présidente de l'Argentine, Cristina Fernández, lors du sommet, ainsi que son homologue équatorien Rafael Correa, lors d'une conférence à l'Université Complutense de Madrid^{vii}, ont abordé la question, qui a été bien reçue par le président espagnol Zapatero, qui s'est engagé à étudier avec les ambassades concernées des mesures concrètes pour aider les immigrés « particulièrement » affectés par la crise.

L'Union Européenne considère le chômage comme étant une cause déterminante de l'immigration illégale et elle comprend l'importance d'encourager l'éducation, l'apprentissage et la formation continue afin de réduire les disparités et les niveaux de vulnérabilité des marchés du travail. Par le biais de la coopération tripartite, elle reconnaît l'importance du rôle de l'action sociale des entreprises dans cette voie. Elle invoque, par conséquent, la nécessité d'un dialogue périodique birégional sur l'éducation et l'emploi, sur la base des résultats du II^e Forum UE-ALC sur la cohésion sociale, en encourageant la qualité et l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, à la formation continue, à l'éducation et à la formation professionnelles ainsi que l'amélioration de l'intégration régionale dans ce domaine.

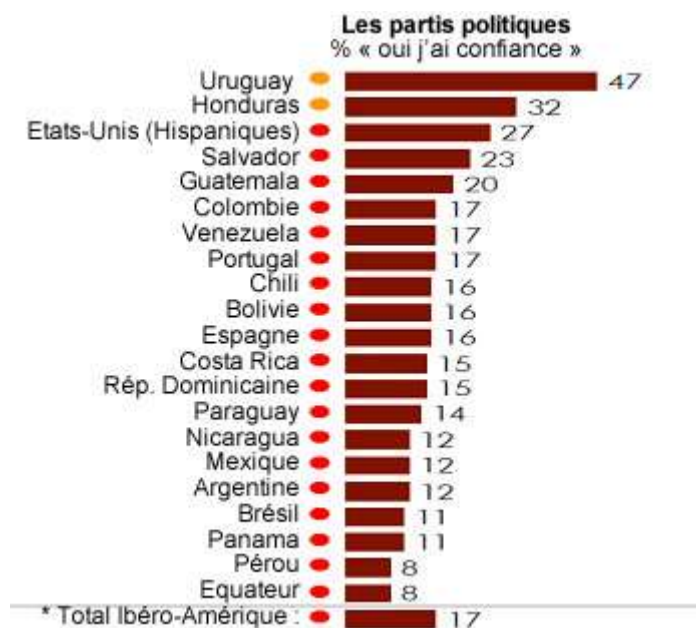
Capacité à gouverner, légitimité et sécurité : le défi politique majeur des pays de l'ALC.

L'Amérique latine se caractérise aujourd'hui par sa haute volatilité politique, qui reflète à son tour une faiblesse institutionnelle (Zovatto, 2010). Les ennemis de la démocratie ne sont plus, comme par le passé, les forces insurrectionnelles, les chefs militaires ou les chefs d'Etat populistes, mais d'autres types de facteurs parmi lesquels on peut souligner la perte croissante de légitimité découlant de la permanence structurelle de certaines conditions d'inégalité, qui se transmettent entre les générations (PNUD, 2010). Ces dernières années, il est vrai que nous avons obtenu la démocratie mais nous sommes en train de la perdre en raison du manque de légitimité qui érode son acceptation parmi les citoyens. C'est ce que confirment les récents sondages d'opinion : même si 62 % des habitants de la région ne croient pas qu'un coup d'Etat soit possible et que 65 % d'entre eux ne l'approuveraient en aucun cas, la grande majorité ne considère pas les gouvernements, les partis ni les Congrès comme étant des instruments politiques démocratiques pouvant remédier aux principaux problèmes ressentis (chômage, corruption et criminalité urbaine). (CIMA, 2010)

Comme le souligne l'IDEA dans le document présenté pour ce Forum, il ne suffit pas que les gouvernements soient élus démocratiquement : il faut également qu'ils gouvernent démocratiquement. Et il faut pour cela qu'ils obtiennent de meilleurs résultats dans la réduction des inégalités qui font de la région la plus injuste de la planète. Ils doivent également assumer un nouvel agenda politique qui aborde la construction de la citoyenneté, la démocratie locale et la lutte contre l'exclusion sociale. (Zovatto, 2010)

Ce n'est qu'à travers une meilleure inclusion sociale que les systèmes démocratiques de la région deviendront légitimes. L'impossibilité d'échapper à l'inégalité sociale en raison de sa transmission intergénérationnelle est aussi grave que l'inégalité elle-même, et elle est due à l'éducation élitiste, à l'inégalité des sexes, à la marginalisation séculaire des minorités traditionnelles (que sont les 56 millions d'indigènes ou les 120 millions de personnes d'ascendance africaine), la perpétuation des distances entre les niveaux de vie à la campagne et en ville et,

en son sein, la fracture profonde entre les travailleurs modernes et ceux du secteur informel.(PNUD, 2010)



Source : CIMA

La lutte contre l'inégalité, prise au sens d'une extension de la liberté avec le développement d'« agences » ou de « capacités de gestion » individuelles qui lissent le terrain des opportunités, devient alors une stratégie valide pour dépasser le concept traditionnel de lutte contre la pauvreté et le remplacer par celui de lutte contre l'exclusion (Sen, 2009).

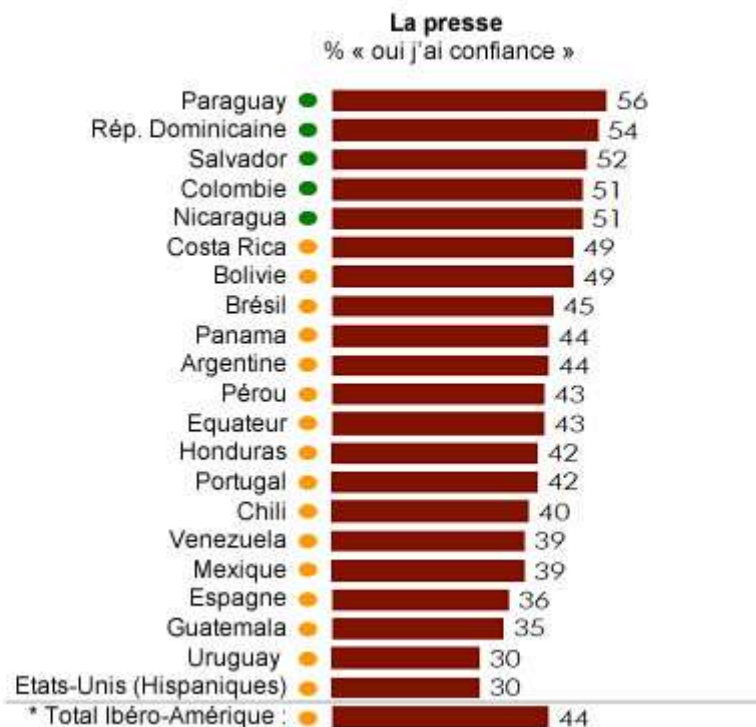
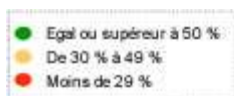
La pauvreté et l'iniquité ont des répercussions sur la qualité de la démocratie et empêchent son plein exercice. « Le fait que plus d'un tiers des habitants de la région continuent de vivre dans la pauvreté ne correspond pas à un continent possédant notre niveau de développement. Que 3 % à 5 % de la population empoche plus de 50 % des revenus ne s'accorde pas avec un discours démocratique » (Insulza, 2010). Parmi les risques qu'affrontent les gouvernements régionaux on cite : la tentation de réformer les lois et les institutions afin de servir des objectifs politiques ou électoraux ; les différentes menaces à la liberté d'expression (répression légale, violence physique, concentration de la propriété des moyens) ; la faible séparation des pouvoirs de l'Etat, notamment entre l'exécutif et le judiciaire ; et la corruption ainsi que le lien entre argent et monde politique.

D'après la liste des Etats en échec élaborée chaque année par l'organisation *Fund for Peace* et le magazine *Foreign Policy*, seulement cinq pays latino-américains respectent les indices de capacité à gouverner : le Costa Rica, le Panama, le Chili, l'Argentine et l'Uruguay.^{viii} Le diagnostic est généralement le même dans toute la région : une iniquité persistante qui limite l'accès des moins favorisés à des

services qui pourraient améliorer leurs besoins fondamentaux. Peter Schroeder, consultant en planification politique, estime que les changements effectués dans les constitutions, les partis, les systèmes électoraux sont insuffisants et qu'il est nécessaire de promouvoir l'éducation politique et la création d'une société civile fonctionnelle, qui crée les conditions d'une participation et d'un contrôle des gouvernements. D'après lui, « le développement politique ne s'impose pas, il ne s'achète pas, il doit surgir de la propre culture car sinon il ne prospère pas » (Pinzón, 2010).

L'état de la **liberté de la presse** sur le continent, qui sera débattu dans le cadre de ce Forum de Biarritz, 2010, sert d'exemple pour analyser la capacité à gouverner de manière démocratique dans la région. La confiance accordée aux médias de communication a perdu du terrain ces dernières années, comme le prouve le fait que 44 % des Latino-Américains, d'après les chiffres du baromètre ibéro américain, les soutiennent face à d'autres institutions telles que l'Eglise et les forces armées. Lors d'un entretien, Christopher Sabatini a expliqué qu'on ne peut plus parler de censure en sens strict du terme comme c'était le cas à l'époque des gouvernements militaires (Sabatini, 2009). Aujourd'hui la coercition se fait en proférant des lois pour outrage face à tout ce qui peut porter atteinte à la stabilité du régime, ou par le biais de la nationalisation des médias. A cette situation s'ajoutent chaque jour davantage d'assassinats de journalistes couvrant des événements liés à des groupes en marge des lois, des crimes, qui sont restés pour la plupart impunis, comme l'a souligné la SIP lors de la commémoration de la Journée mondiale de la liberté de la presse.^{ix} Les médias eux-mêmes ont perdu des espaces d'indépendance qu'ils possédaient, dans la mesure où leur état multimédiatique a conduit à confondre leurs propres intérêts entrepreneuriaux avec ceux de l'opinion publique.

Dans son analyse effectuée pour ce Forum Biarritz 2010, Alejandro Aguirre, le président de la Société interaméricaine de la presse, souligne l'autoritarisme, la violence et la corruption comme étant les principales menaces à la liberté d'expression, qui est selon lui la base de la liberté de la presse dans l'hémisphère. Il cite le cas de pays, peu nombreux d'après lui, où l'on peut parler d'une absolue liberté de la presse ; de pays dont les gouvernements ont mis en œuvre une véritable campagne contre certains médias afin de limiter leurs contenus et leur champ d'action et d'autres qui, affectés par la violence ou le pouvoir de corruption du crime organisé, ont fini par toucher l'intégrité personnelle et morale des journalistes et des communicateurs, voire porter atteinte à leur vie dans certains cas (Aguirre, 2010). Le document mentionne des cas concrets qui seront débattus lors de la table ronde sur l'état de la liberté de la presse, organisée pendant le Forum en présence de journalistes européens et latino-américains.



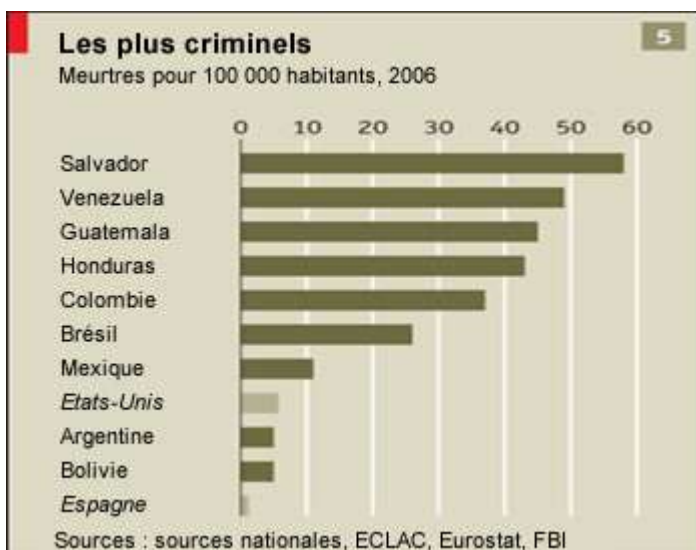
Source: CIMA

La nécessité d'une nouvelle politique de sécurité hémisphérique en Amérique latine

L'idée de sécuriser les programmes au niveau international a surgi des événements du 11 septembre et du lancement par le président Bush d'une politique unilatérale de sécurité préventive, allant à l'encontre de tous les efforts réalisés pour développer des politiques régionales et multilatérales de raffermissement. Les menaces sécuritaires qui planent aujourd'hui sur le monde ne font pas exclusivement référence aux éventuels dommages corporels que peuvent subir les citoyens face au crime organisé ou à la délinquance commune ; elles concernent aussi des défis tels que la détérioration de l'environnement, les pénuries alimentaires pour manque de terres, les trafics d'organes et de personnes, la corruption et les politiques favorables à la course aux armements.

Ce qu'on vient de citer est en accord avec le concept de sécurité hémisphérique esquissé dans un document du Forum Biarritz 2008 (Corporación Escenarios, 2008), qui penche en faveur d'une vision intégrale de la région qui renforce le concept classique de sécurité classique par l'ajout d'autres éléments tels que la sécurité alimentaire ou citoyenne. Cette dernière s'est aggravée de façon alarmante dans la région : alors qu'on compte en moyenne au niveau mondial 5 homicides pour 100 000 habitants, ce taux atteint 23 en Amérique latine. De même, 75 % des enlèvements de la planète ont lieu sur le continent latino-

américain. La BID dispose d'un programme visant à cerner les causes de la violence et de la criminalité car celles-ci menacent la consolidation des processus démocratiques, affectent le climat des affaires et des investissements, et en dernier lieu empêchent la cohésion sociale.



Source : The Economist

L'Assemblée parlementaire EUROLAT a adopté à Madrid (en avril, en vue du sommet de mai) la *Charte euro-latino-américaine pour la paix et la sécurité*, qui défend l'idée d'une coopération en ce domaine, allant de la sécurité alimentaire à la lutte contre le trafic de stupéfiants. La Charte prétendait servir de guide de comportement en termes de paix et de sécurité, en établissant des positions communes et en renforçant la coopération en la matière. Le document comprend 10 articles et aborde, entre autres, la non-prolifération et la réduction de l'armement, la lutte contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants, le trafic de personnes, le trafic d'armes, la corruption et le blanchiment d'argent, la délinquance et le crime organisé.

La Charte plaide en faveur d'actions conjointes défendant la durabilité sociale et environnementale dans la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et énergétique, la coopération au développement et le changement climatique. La résolution adoptée condamne une augmentation disproportionnée des dépenses militaires au détriment des dépenses à caractère social, et recommande aux pays donateurs d'aller au-delà d'une approche de simple assistantat pour passer à une coopération technologique, d'éducation supérieure et d'innovation.

L'UE souhaite sur ce point renforcer le dialogue birégional et l'efficacité des efforts communs afin d'aborder le problème mondial de la drogue, conformément aux principes de responsabilité commune et partagée, à travers une approche intégrale et équilibrée respectant le droit international. Elle souhaite soutenir la constitution

de réseaux UE-ALC afin de mettre en commun des expériences, des connaissances et des bonnes pratiques destinées à affronter le problème mondial de la drogue, à travers la définition de politiques et la création de capacités, comme le programme "COPOLAD". Elle souhaite également renforcer la coopération en matière de lutte contre le détournement et le trafic illicite de précurseurs chimiques et le blanchiment de capitaux liés à la drogue. Cela serait complété par des programmes complets de prévention, l'assistance sanitaire des toxicomanies ainsi que le traitement social et la réinsertion sociale, afin de réduire la consommation de drogues et leur usage abusif. Il est utile pour les pays de l'ALC d'encourager la coopération en matière de développement social alternatif dans les régions où les cultures sont orientées à la production de drogues illicites y compris, si nécessaire, le développement alternatif préventif, avec une proposition intégrée et durable.

Tout ceci est intimement lié à la demande du gouvernement péruvien de suspendre la vente d'armes européennes à l'Amérique latine, provenant principalement des pays d'Europe de l'Est. Il est maintenant évident que l'hémisphère est lancé dans une dangereuse course à l'armement avec des investissements en équipements guerriers qui dépassent les 40 milliards de dollars par an. Les ventes légales d'armes au niveau mondial sont dominées, derrière les Etats-Unis, à 39 % par la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la Russie. Il convient toutefois de préciser sur ce point que ces ventes aux pays en voie de développement ont baissé de plus de 50 % en 2008, marché qui a été accaparé par les Etats-Unis (Grimmet, 2009).

Changement climatique et réchauffement global en tant qu'éléments de la nouvelle stratégie de sécurité.

La dernière question que nous évoquerons dans ce vaste examen des conditions de sécurité dans la région est de nature structurelle et concerne le changement climatique. L'institut bolivien Prisma a publié une très importante série de documents sur le sujet qui montre les effets du changement climatique sur l'Amérique latine (Instituto Prisma, 2010). En résumé, la région est trop hétérogène pour pouvoir formuler une seule recommandation en ce qui concerne l'impact du réchauffement planétaire dans la mesure où cet impact n'est pas linéaire et encore moins prévisible ou uniforme dans tous les écosystèmes de la région. En matière de cultures, par exemple, la hausse de la température bénéficierait aux pays du Cône Sud mais porterait préjudice aux pays méridionaux. La dégradation des sols est négative pour l'ensemble de la région, et on pense qu'un des plus grands défis du changement climatique sera lié à son impact sur les ressources hydriques : fonte des glaciers et extinction des páramos Andins, considérés comme de véritables usines à eau. En dehors de cela, le gaspillage d'eau est important car l'irrigation des cultures, qui représente une part considérable de la consommation d'eau, dépasse largement les moyennes européennes où la technification et surtout la prise de conscience du stress hydrique ont permis de bien mieux rationaliser l'utilisation de cette matière première.

Même si l'impact environnemental est un problème partagé par les régions, sa perception en matière de vulnérabilité varie en fonction des conditions socio-économiques, des priorités politiques et du niveau de connaissance des pays de l'impact possible. Ainsi, la Bolivie et le Pérou se trouvent par exemple affectées par des impacts climatiques similaires, mais ont une perception différente de leur vulnérabilité : alors que la Bolivie donne la priorité aux besoins de base de sa population (sécurité alimentaire), le Pérou évalue l'impact en termes de cohésion et de stabilité sociales. Un autre cas est celui de la vulnérabilité de la population rurale du bassin amazonien, très élevée étant donné que la région manque déjà de services de base, par exemple au Brésil où la couverture d'accès à l'eau potable n'est que de 58 %, avec une hausse d'à peine un pour cent ces 15 dernières années.

Même si différentes critiques ont été faites face au scénario souvent catastrophique souvent dans ce domaine, il ne faut pas rejeter les projections futures ni négliger les articles publiés, qui montrent clairement que la question du réchauffement global et de ses effets sur le changement climatique n'aborde pas des défis d'avenir mais des dangers réels et mesurables actuellement. L'un de ces essais, très commenté au niveau international, est celui de Jonathan Foley sur la crise qui dérive de l'utilisation même de la terre. L'hypothèse qu'il énonce est la suivante : l'augmentation de la population, en parallèle de l'amélioration des conditions de vie, provoque un changement du régime alimentaire, qui se tourne de plus en plus vers la consommation de viande et de produits laitiers^x ; si on ajoute à cela l'augmentation de la production de biocarburants, qui vient bien souvent se substituer à des cultures alimentaires, il est facile de comprendre que la pression qui pèse sur la terre va être si forte qu'il faudra tripler la production agricole de la planète d'ici 40 ans alors qu'il n'existe pas de marge suffisante de terres exploitables pour pouvoir le faire (Foley, 2010).

Et bien qu'on puisse considérer l'Amérique latine comme étant la grande réserve de biodiversité de la planète et que sa participation aux émissions de gaz à effet de serre soit relativement insignifiante par rapport au reste du monde, la plus grande contribution des pays de l'ALC au changement climatique est la déforestation du tiers des forêts détruites chaque année, soit une perte de 5,2 millions d'hectares au cours de la décennie actuelle, selon la FAO.

En matière de réchauffement global et de changement climatique, nous faisons partie de la solution mais également du problème !

Dans l'essai lucide qui sera présenté lors de ce Forum par l'ex-commissaire européen Manuel Marín, il est mentionné que la plus grande production globale de CO₂, qui coïncide avec les pays n'ayant pas respecté les protocoles de Kyoto, s'est concentrée dans la zone Asie-Pacifique. Pour parler clairement, le monde n'est plus euro-centré sur ce plan ; les axes de gravité des solutions et des problèmes à des phénomènes tels que la substitution énergétique, les émissions de gaz et leurs effets sur le réchauffement global se sont déplacés vers l'Orient. Le réchauffement global est devenu davantage qu'un grave problème environnemental, dans la mesure où il s'inscrit progressivement dans les nouveaux

concepts de sécurité nationale et internationale. Et bien que l'échec du sommet de Copenhague sur le réchauffement global, qui s'explique en grande partie par l'égoïsme des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre (Chine et Etats-Unis), ne permette pas d'être optimiste quant aux résultats du sommet de Cancun, organisé par le Mexique à la fin de cette année sur le même thème, l'Europe et l'Amérique latine pourraient unir leurs efforts pour faire pression sur cette question, qui concerne la sécurité de la planète. Et permettre ainsi, comme l'affirme solennellement Marín, une approche plus pragmatique et moins rhétorique de ce sujet si vital (Marín, 2010).

AMÉRIQUE LATINE - EUROPE : UNE NOUVELLE ASSOCIATION STRATÉGIQUE

Il a été maintes fois question de la création d'une nouvelle relation entre les deux régions sous la forme d'une « association stratégique », qui commencerait à reconnaître une communauté birégionale de valeurs civilisatrices entre les 27 pays de l'UE et les 33 pays d'Amérique latine, alliance qui assurerait une forte présence internationale, capable d'influer sur la négociation et la décision de questions transcendantales sur les scènes multilatérales (Elcano, 2010). Sur cette scène se distingue le rôle que peut et doit jouer l'Espagne, aux côtés des autres pays fortement sensibilisés au processus hémisphérique que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France ; on remarque cependant avec inquiétude que la présence même de l'Espagne dans la nouvelle organisation européenne a perdu de sa force, ce qui pourrait expliquer la baisse d'intérêt envers les questions ibéro américaines sur l'agenda de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton : son manque de compréhension ou de connaissance des questions régionales a pu s'apprécier lors des tremblements de terre du Chili et de Haïti.

Le sommet de Madrid pourrait contribuer à replacer la question ibéro américaine dans le « radar » européen (Elcano, 2010). La célébration lors de la rencontre de Madrid d'accords d'intégration de l'UE avec l'Amérique centrale, le Pérou et la Colombie, le lancement de l'instrument de coopération parlementaire EUROLAT ainsi que la mise en œuvre du mécanisme d'investissement en Amérique latine à hauteur de 125 millions d'euros a de plus prouvé que oui, le sommet a donné des fruits.

Le problème a toutefois des racines plus profondes. Comme nous l'avons évoqué lors de ces Forum de Biarritz, il apparaît clairement que l'Amérique latine ne fait pas partie des priorités de l'actuelle politique européenne, ni même de sa politique extérieure, « peut-être parce que nous sommes en présence d'un désamour réciproque qui découle d'une désillusion partagée » (Couffignal, 2010). Faisons preuve de franchise pour éviter tout malentendu : l'Europe ne sait que faire de l'Amérique latine et l'Amérique latine ne sait pas comment agir face à l'Europe. Les questions comme celles de la consolidation de la nouvelle constitution européenne, de l'agrandissement et l'approfondissement de l'espace communautaire, la définition de nouveaux termes de relation avec les Etats-Unis à travers l'OTAN, l'intégration de la Turquie ou les relations avec la Chine et l'Inde

occupent, de façon légitime, l'attention des autorités européennes, et passent avant d'autres préoccupations telles que les relations avec l'Amérique latine. Le sommet de Madrid a toutefois montré que pour différentes raisons, la question latino-américaine ne peut pas être écartée.

Le développement d'une nouvelle ASSOCIATION STRATÉGIQUE entre les deux régions, s'appuyant sur une communauté de valeurs, ainsi que le proposa le premier sommet des chefs d'Etat d'Europe et d'Amérique latine, pourrait devenir un pas qualitativement important pour réorienter de manière constructive une relation qui s'alanguit depuis le début du siècle. Si cela s'accompagne également de mécanismes concrets de coopération et que les sujets de discorde entre les deux régions sont abordés, par exemple la question des migrants, de l'abandon des subventions agricoles ou du soutien à Cuba, cela pourrait contribuer à réactiver les relations birégionales sur des bases claires. Pour parvenir à ce nouvel objectif, l'Amérique latine devra commencer à parler d'une seule voix, identifier les biens publics globaux qu'elle souhaite défendre, établir un système de règles partagées, consolider les identités de valeurs et améliorer sa compréhension et son utilisation des nouveaux instruments de décision à Bruxelles (Altmann, 2009).

Les termes de l'ASSOCIATION STRATÉGIQUE avaient déjà été présentés par la Commission européenne en septembre 2009 ; il s'agit d'une politique conçue pour consolider et affronter les défis qui affectent les deux régions suite au développement de ladite diplomatie des sommets entre les deux régions (Commission européenne des relations extérieures, 2006)

Plus récemment, cet intérêt pour l'Amérique latine s'est accru aux yeux des Européens grâce à la bonne réaction de l'hémisphère face à la crise financière internationale. Début mai, avant le sommet de Madrid, le Parlement européen avait de fait proposé l'établissement d'une véritable association birégionale, en mettant l'accent sur la nécessité de dépasser l'approche de simple assistantat, dans le cadre d'une tentative de consolidation des relations internationales européennes proposé par les nouvelles autorités européennes.

Les piliers de ladite Association pourraient être, comme le suggère ici le document présenté au Forum par l'IHEAL (Couffignal, 2010), l'intégration commerciale, la coopération pour le développement et un nouvel agenda politique. Comme cela a déjà été analysé ailleurs dans ce document, l'UE est le premier investisseur, le principal donateur et le deuxième partenaire commercial des pays de l'ALC. Les avancées les plus récentes ont précisément été obtenues dans le domaine de l'intégration par le biais de la souscription de différents traités avec différentes régions et pays de la zone. D'autres domaines de travail plus concrets pourraient être examinés, comme les contenus du Rapport du groupe dirigé par l'ancien président Felipe González sur l'Europe en 2030 (Gonzalez, 2010), par exemple le développement d'autres sources d'énergie, l'amélioration du capital humain à travers des programmes tels qu'Erasmus ou des réformes macroéconomiques communes qui atténuent l'impact des cycles économiques comme c'est arrivé récemment.

Ces “dialogues sectoriels” devraient être renforcés par une action effective de représentation des intérêts hémisphériques à Bruxelles ; la méconnaissance qu’ont les gouvernements latino-américains de la structure et du fonctionnement de l’UE ainsi que de ses politiques et des hauts fonctionnaires qui les appliquent, est comparable à la méconnaissance croissante du vieux continent et de ses autorités (en dehors de quelques exceptions comme l’Espagne, la France et l’Allemagne) de la complexité et de la diversité de la réalité latino-américaine.

Il s’agit d’un exercice essentiellement politique pour comprendre des phénomènes tels que par exemple la portée de la guerre froide de faible intensité qui a lieu dans la région en raison de modèles idéologiques de développement différents, et qui dans la pratique divisent l’hémisphère autour de deux blocs, les gouvernements « progressistes » et les « néolibéraux ». La « désidéologisation » des relations interaméricaines (à ne pas confondre avec sa politisation opportune) trouve un intérêt vital dans cette possibilité de renforcer et de construire de nouveaux espaces de relations sur la base de valeurs communes, d’intérêts similaires et de frontières partagées.

L’Europe pourrait ainsi devenir la force de la raison et de l’éthique dans un contexte international où les solutions hégémoniques et usant de la force fleurissent et deviennent la seule voie possible à la résolution des conflits entre les pays et à l’intérieur de ceux-ci. Les événements terroristes du 11 septembre à New York, puis ceux plus tard de Madrid et de Londres, ont ouvert la porte à des propositions de « sécurisation » des problèmes du monde auxquelles l’Europe doit répondre en plaçant les tragédies humanitaires avant les interventions hégémoniques. (Vasconcelos, 2008). Ainsi organisée comme une communauté de valeurs plutôt que comme une communauté d’intérêts, l’UE pourrait inscrire à son ordre du jour des relations extérieures des questions telles que le respect des droits de l’homme, la capacité à gouverner démocratiquement, la coresponsabilité en matière de lutte contre le crime organisé, la protection de l’environnement, la défense des minorités, l’absence de discrimination entre les sexes et le renforcement du multilatéralisme comme schéma de convivialité internationale dans le monde.

Dans le cas précis de la relation avec l’Amérique latine, le nouvel agenda devrait tenir compte de questions très spécifiques telles la réduction de l’inégalité sociale, la protection des droits des immigrés, la réduction de l’impact du réchauffement global à travers la protection de la biodiversité, la modernisation de ses secteurs informel en partant d’une reconnaissance sans équivoque des profondes asymétries sociales et géographiques qui caractérisent la région latino-américaine et le nécessité de voir cette nouvelle relation interocéanique inclure de nouveaux acteurs : la société civile, les organisations non gouvernementales et les propres mouvements sociaux qui ont apporté une nouvelle dimension à la dynamique politique hémisphérique.

L’UE ne doit pas oublier les importantes avancées politiques du passé, comme le fut sa participation active à la signature de l’Accord de San José qui servit de base de lancement au processus de paix en Amérique centrale, et à d’autres succès

plus récents tels que l'attention active qu'elle est venue apporter aux deux millions de déplacés victimes du conflit armé en Colombie. Un autre point clé de ce nouvel agenda politique pourrait être la tentative de réintégration de Cuba à la communauté latino-américaine et l'élimination de l'embargo commercial qui continue à peser lourdement sur les possibilités de développement à court terme de l'île.

Le triangle Atlantique

Cette ASSOCIATION STRATÉGIQUE pourrait contribuer à renforcer une meilleure relation avec les Etats-Unis, qui améliore à son tour les relations entre les trois régions (Flacso, 2009). La proposition de ce nouveau mode de relation triangulaire avec les Etats-Unis, dénommé le *triangle transatlantique* (ELCANO, 2010), pourrait prendre tout son sens à partir du « nouveau départ » proposé par le président Obama pour redéfinir ses relations avec l'Amérique latine. La proposition pourrait également aider à mieux comprendre et mieux user des nouvelles circonstances et des réalignements politiques et idéologiques qui ont lieu dans la région.

Un ouvrage publié par les professeurs A. Lowenthal, T. Piconne et L. Whitehead et par la Corporación Escenarios, portant sur les relations du gouvernement d'Obama avec l'Amérique latine et dont le contenu sera exposé lors de ce Forum, mentionne plusieurs éléments nouveaux dont l'ajout pourrait donner plus de poids à cet agenda : les droits de l'homme, le réchauffement global, la capacité à gouverner démocratiquement, le développement d'énergies alternatives, la coresponsabilité dans la lutte contre les drogues ; ces éléments coïncident avec les questions abordées par le programme de relance des relations entre l'Europe et l'Amérique latine, proposé lors du récent sommet de Madrid par les chefs d'Etat de part et d'autre de l'Atlantique. A partir de l'acceptation de ce qui pourrait être un dialogue politique sur des questions qui transcendent le quotidien des préoccupations internationale, il est même envisageable de penser à la formation d'un « triangle vertueux » formé par les Amériques et le vieux continent, qui vienne remplacer l'idée aujourd'hui prédominante selon laquelle face à l'Amérique latine, l'Europe se charge de la carotte kantienne tandis que les Etats-Unis brandissent le bâton de Roosevelt.

Cette avancée aiderait l'Amérique latine à mener à bien la tâche inéluctable qui consiste à remplacer la longue histoire d'actions interventionnistes des Etats-Unis dans cette région du monde, par une nouvelle histoire, dont le principe a été proposé par Obama lors de sa campagne et qui serait basée sur le multilatéralisme, la coresponsabilité et la coopération, afin de nous rapprocher, nous insistons sur ce point, de l'idée ici esquissée de trouver avec l'Europe une nouvelle association stratégique qui oriente la valeur de nos relations, face aux formidables défis communs qui nous attendent au cours du XXI^e siècle.

Les auteurs de l'ouvrage ont néanmoins exprimé leurs craintes que des circonstances liées au fonctionnement bureaucratique de Washington, ajoutées au fait que les questions latino-américaines ne sont pas comme en Europe à l'ordre

du jour des grandes priorités de la politique extérieure nord-américaine, rendent en pratique difficile la mise en place de la nouvelle politique. A cette difficulté, il convient d'ajouter que certains problèmes latino-américains qui préoccupent les gouvernements américains comme le trafic de stupéfiants, le terrorisme, Cuba et le libre-échange, sont étroitement liés aux variations de la politique interne (ces questions sont dénommées *intermestiques* du fait qu'elles sont internationales et domestiques), ce qui, en cas de changement dans les majorités du Congrès en novembre, pourrait affecter la capacité du président Obama à poursuivre en direction de cette proposition de nouveau départ pour les relations avec l'Amérique latine.

De plus, certains événements récents tels que la loi de l'Etat d'Arizona qui criminalise la situation d'immigré illégal, la régularisation des migrants sans papiers sur le territoire nord-américain, l'annonce de l'établissement de bases militaires en Colombie ou l'abandon de certaines propositions concernant Cuba notamment la fermeture de Guantánamo, semblent montrer de manière préoccupante que la nouvelle administration n'avance pas sur la voie qu'elle s'est fixée.

Le nouvel agenda triangulaire devra également prendre en compte le fait qu'à l'image des Etats-Unis qui ne constituent pas un bloc monolithique d'opinions et de décisions, il n'existe pas une mais plusieurs, et même de nombreuses Europe, et qu'il faut également parler de « plusieurs Amériques », qui se caractérisent par des structures sociales et géographiques totalement asymétriques qui les rendent différentes voire opposées dans certains cas. C'est également ce que montre le développement, déjà évoqué, de deux interprétations idéologiques distinctes de la même réalité, qui dans la pratique conduisent à la formation d'un bloc au sein de l'ALBA et d'un autre regroupé sous l'égide du Pacifique. Ce réalignement plus idéologique que politique commence à affecter les relations interaméricaines. Il a affaibli le rôle joué par l'OEA et il pourrait s'achever en une polarisation peu souhaitable entre « les gentils et les méchants », qui rendrait impossible la recherche urgente d'une vision unique pour la région, qui permettrait de s'exprimer d'une seule voix sur les différentes scènes où nous sommes actuellement présents.

Il est paradoxal que cette situation survienne à un moment où les questions politiques régionales ont été mieux délimitées et où des forums se sont créés pour les résoudre, comme par exemple l'UNASUR. Le rejet du coup d'Etat au Honduras, l'unité hémisphérique autour du gouvernement bolivien face à la révolte du Pando, l'examen critique de l'établissement de facilités militaires étrangères en territoire colombien, ou encore la condamnation par l'UNASUR des récentes émeutes contre le président Correa en Equateur, montrent que la région avait vraiment besoin d'une scène politique sur laquelle les dirigeants latino-américains puissent agir en tant que chefs d'Etat dans l'analyse des réalités politiques contemporaines. Politiser oui, idéologiser, non.

Epilogue. Les échos de Bayonne.

L'illustre penseur Edgar Morin a parlé du somnambulisme que traverse l'Europe, en prise à une sorte de léthargie qui contraste avec la vitalité et le dynamisme en cours dans d'autres parties du globe, notamment en Amérique latine. Pour le sociologue, le vieux continent vit de son succès économique au milieu de son échec politique et il revendique, à travers une réactivation de la politique européenne, des questions telles que le traitement humain des migrants et l'acceptation de la Turquie comme étant une réalité distincte, qui enrichit sa diversité culturelle. L'Amérique latine ne trouve pas quant à elle la vision qui lui permette d'être reconnue comme une nation homogène ; la somme de ses identités nationales ne forme pas une unicité latino-américaine. Sans cette vision qui lui apporte une véritable identité régionale face au reste du monde, sa présence internationale demeurera confuse et incertaine, pour ne pas dire chaotique. Le travail de retrouvailles entre l'Europe et l'Amérique latine présente un intérêt aussi bien pour leur projection internationale que pour leur propre redécouverte en tant que deux rives opposées d'une même réalité océanique.

On commémore actuellement en Amérique latine le bicentenaire de son indépendance, qui ne fut pas une indépendance unique mais à facettes multiples. Parmi ses fils conducteurs, on retrouve les principes et les valeurs dérivant de la Révolution Française, certains d'entre eux hérités de la propre révolution nord-américaine et du choc profond produit sur le nouveau continent entre l'obscurantisme des réformes borboniques du XVIII^e siècle et la renaissance résultant des expéditions scientifiques des savants européens tels que Humboldt, Mutis et Bousingault.

Il y a deux siècles, à quelques kilomètres d'ici dans la ville de Bayonne, les vellétés impérialistes de Napoléon obligèrent le roi Ferdinand VII à abdiquer, ce qui assura paradoxalement nos possibilités d'indépendance. Les Américains virent dans l'invasion française de la péninsule ibérique l'occasion de déclarer leur fidélité au roi déchu et de légitimer la constitution de gouvernements autonomes venant se substituer à l'ancienne autorité monarchique. Ce fut sans retour en arrière ; l'autonomie née d'un prétendu vide du pouvoir péninsulaire fut défendue en tant que souveraineté, à feu et à sang, contre les tentatives espagnoles de reconquérir les provinces d'outre-mer, qui furent perdues pour toujours lors de la capitulation de Bayonne, sans que l'Espagne ne s'en soit rendu compte.

oooooooooooooooooooo

NOTES D'ÉCLAIRCISSEMENT

ⁱ Plusieurs avis estiment que s'ils étaient valorisés sur la base des standards des pays en voie de développement, il y a longtemps que les bons du Trésor grecs auraient reçu une notation négative.

Par exemple, les agences de notation considèrent qu'une dette publique atteignant 90 % du PIB est déjà prohibitive (de fait, elle ne dépasse jamais 60 % dans les marchés émergents) mais on a permis à la Grèce d'atteindre 115 %, tandis que sa dette extérieure, publique et privée, atteignait 170 %.

ⁱⁱ Au moment de la correction des ultimes versions de ce document, l'Allemagne avait annoncé une croissance robuste pour le second trimestre de l'année. Si, comme le défend par exemple Alberto Alesina, c'est une preuve que les bail-outs sont actuellement inutiles et qu'il faut plutôt pencher pour un durcissement fiscal, on considère ce pendant, comme l'explique Carmen Reinhart, que le pourcentage élevé de l'amélioration des indicateurs allemands est dû au fait que l'effet de levier allemand a été inférieur pendant la période de crise : de 1997 à 2007 le montant de crédit par rapport au PIB nominal a baissé de 11 points de pourcentage, alors que dans les autres économies avancées ce ratio a augmenté de 80 points de pourcentage. Il est évident que l'Allemagne était moins exposée et qu'elle connaît aujourd'hui une croissance plus rapide (en partie aussi parce qu'elle a davantage chuté pendant la crise), comme l'ont fait les économies en voie de développement, et on ne peut sous-estimer l'influence qu'a pu avoir l'appréciation du yen (le Japon est la concurrence internationale des produits allemands) par rapport à l'euro, ce qui a contribué à ce que l'Allemagne, étant donnée la structure de ses exportations, puisse raviver sa croissance économique. Il est intéressant d'observer la thèse de John Plender, qui défend l'idée que les banques allemandes sont en général plus faibles que les autres, et que cela découle notamment de son modèle de croissance basé sur les exportations.

Pour lire la publication de Reinhart :

REINHART, Carmen ; REINHART, Vincent. "After the fall" 27/08/2010

http://terpconnect.umd.edu/~creinhar/Papers/AftertheFall_August_27_NBER.pdf

Pour lire l'article de Plender:

PLENDER, John. "German banking weaknesses come to light" 07/09/2010

<http://www.ft.com/cms/s/0/9f1c0752-ba9f-11df-b73d-00144feab49a.html?ftcamp=rss&ftcamp=crm/email/201098/nbe/Comment/product>

ⁱⁱⁱ Les Latino-américains devraient toutefois s'impliquer toujours plus puisqu'ils ont enregistré en 2009 un excédent de 8500 millions d'euros d'après Eurostat, dans lequel on remarque de plus que le Brésil est déjà le premier partenaire commercial des 27 (les principaux partenaires européens sont l'Allemagne avec 28 % des exportations à destination de l'Amérique latine, suivie de l'Italie avec 13 %, de la France avec 12 %, puis de l'Espagne avec 11 %).

"América Latina ya exporta más de lo que importa a Europa" 17/05/2010

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5qg3wWcu97KKm4lGrRWCxjvvmAqOA>

^{iv} L'UE demeure la destination principale des exportations latino-américaines, même si la Chine est devenue en 2009 le deuxième marché du Brésil, devant les Etats-Unis ; le deuxième rang de l'Argentine; le premier pour le Chili, et presque à égalité avec la première place au Pérou. La Chine pourrait ainsi détrôner l'UE et devenir le principal client de la région en 2014 puis sa principale destination pour les exportations en 2015, selon ces projections.

"Unión europea se quiere acercar a América Latina en materia comercial" 04/05/2010

<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3950379>

^v L'Union Européenne destinera 1 milliard d'euros par an pour la promotion d'associations d'entreprise de base technologique avec des firmes latino-américaines, pour des projets ponctuels de recherche et de développement. Le projet First fut présenté à l'industrie argentine lors d'un séminaire organisé par l'Association latino-américaine des entités de technologie de l'information et la CESSI (Chambre des entreprises de logiciels et de services informatiques). La proposition passera aussi aux entreprises de base technologique, aux universités et aux centres de recherche du Chili, du Brésil, du Mexique et de la Colombie. Le schéma de travail proposé consiste à identifier les domaines de technologie de l'information et de la communication dans lesquels les entreprises puissent faire un apport et initier un projet en commun avec les entreprises européennes. Les domaines de travail envisagés sont la communication mobile, par satellite, les logiciels, les services et le contenu audiovisuel.

"Europa promueve asociación tecnológica con LA" 21/04/2010

http://www.noticias365.com.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=26651:europa-promueve-asociacion-tecnologica-con-america-latina&catid=83:general&Itemid=11

^{vi} D'après la CEPAL, même si le commerce a chuté de 24 % en 2009, les exportations latino-américaines se sont ressaisies au cours du dernier trimestre grâce à la Chine (pas seulement en termes de volumes mais aussi en valeur).

"Exportaciones a China han permitido la recuperación del comercio en LA" 14/01/2010 en: www.portafolio.com

^{vii} Il a mentionné une proposition faite par l'Ambassade à la Banque d'Espagne pour alléger le problème hypothécaire de ses citoyens : « Que l'hypothèque soit exécutée au niveau comptable, mais que les familles restent vivre ici. Elles paieront un loyer et au terme d'un délai raisonnable (une fois la crise surmontée), elles reprendront le paiement des mensualités. Ce qui a été payé en location servira comme règlement de la dette ». Il a également demandé une formule permettant d'éviter que les immigrés sans emploi ne se retrouvent en situation irrégulière devant l'impossibilité de renouveler leur titre de séjour, comme c'est actuellement le cas. La question de la nationalité des enfants d'Equatoriens a également été bien reçue. Voir :

"La inmigración en la agenda: el logro de América Latina" 19/05/2010

<http://www.elcomercio.com/2010-05-19/Noticias/Mundo/Noticia-Principal/190510cronicamadrid.aspx>

^{viii} Les critères sont économiques, politiques et de sécurité tels que les droits de l'homme, les services publics, ou la pression démocratique, entre autres. Parmi les cinq, le Panama, le Costa Rica et l'Argentine doivent réduire l'inégalité économique. Le pays arrivant au dernier rang dans la région est la Bolivie. Pour voir le classement :

http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/21/2010_failed_states_index_interactive_map_and_rankings

^{ix} Il mentionne par exemple qu'il y a en Colombie 16 cas classés ou ajournés, aux mains de différents procureurs à travers le pays. Pour accéder au discours d'Alejandro Aguirre, président de la SIP :

http://www.sipiapa.org/v4/index.php?page=cont_comunicados&seccion=detalles&idioma=sp&id=4369

^x D'après le World Resources Institute, la consommation de viande aura augmenté de 14 % d'ici 2030. Ce chiffre combiné à l'augmentation de la population équivaut à une augmentation de 53 % de la consommation globale.

WRI "[World's water Choking from Meat Consumption and other Human Activities](http://www.wri.org/press/2009/07/worlds-waters-choking-meat-consumption-and-other-human-activities)" 21/07/2009
<http://www.wri.org/press/2009/07/worlds-waters-choking-meat-consumption-and-other-human-activities>

Bibliographie

Aguirre, A. (2010). Présentation SIP forum de Biarritz 2010. *Forum de Biarritz*.

Altmann, J. R. (2009). *Transformar la Crisis global en oportunidad para la cooperación: El desafío de América Latina y el Caribe y la Unión europea*. FLACSO.

Altmann, Josette et Al. (2010). Europa - América Latina y el Caribe: ¿Bilateralidad o Birregionalidad? *Forum de Biarritz*.

Barajas, Adolfo et Al. (2009). *Do worker's remittances Promote Economic Growth?* IMF Working paper wp/09/153.

Bárcena, A. (2010). América Latina y Europa: La migración internacional es oportunidad para la integración, el desarrollo y el fortalecimiento de los Derechos Humanos. *Forum de Biarritz*.

CEPAL. (Mai 2010). *La inversión Extranjera en América y el Caribe 2009*. Issu de <http://www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/9/39419/P39419.xml&xsl=/ddpe/tpl/p9f.xsl&base=/tpl/top-bottom.xslt>

CIMA. (2010). *Barómetro Iberoamericano de Gobernabilidad 2010*.

Comission européenne des relations extérieures (2006). *La Unión Europea, América Latina y el Caribe: Una asociación estratégica*. Luxembourg : Bureau des publications officielles.

Corporación Escenarios. (2008). Seguridad Colectiva: Nueva Política de Seguridad Hemisférica para América Latina. *Forum de Biarritz*. Biarritz.

Couffignal, G. (2010). Les relations politiques Union européenne–Amérique latine. *Document Forum de Biarritz*.

De Vasconcelos, Á. (2008). La nueva Política Exterior. *Archivos del Presente*, 47-50.

Elcano. (2010). Las relaciones entre la Unión Europea y América latina tras la VI cumbre EULAC de Madrid. *Forum de Biarritz*.

Foley, J. (04 de 05 de 2010). *The other inconvenient Truth*. Source : Slate Magazine: http://seedmagazine.com/content/article/the_other_inconvenient_truth/

Gonzalez, F. (2010). *Proyecto Europa 2030. retos y Oportunidades*. Rapport présenté au Conseil européen par le groupe de réflexion sur l'avenir de l'UE en 2030.

Grimmet, R. (04 de 09 de 2009). *Conventional Arms Transfers to Developing Nations 2001-2008*. Source : FAS, <http://www.fas.org/sgp/crs/weapons/R40796.pdf>

Instituto Prisma. (2010). *Dossier Cambio climático N2*.

Insulza, J. M. (30 de 03 de 2010). *La pobreza y la desigualdad fragilizan la democracia*. Source : CEPAL, <http://www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/prensa/noticias/comunicados/8/38918/P38918.xml&xsl=/prensa/tpl/p6f.xsl&base=/brasil/tpl/top-bottom.xsl>

Isbell, P. (03 de 09 de 2008). *Energía y geopolítica en América Latina*. Source : Real Instituto Elcano, http://realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano/contenido?WCM_GLOBAL_C

Les Echos. (21 mai 2010). *L'EU va discuter d'une garantie commune des dettes nationales*. Source : Les Echos, http://www.lesechos.fr/info/inter/afp_00254229-l-ue-va-discuter-d-une-garantie-commune-des-dettes-nationales.htm

Mahía, R., & Del Arce, R. (2010). *Impacto de la crisis sobre la población migrante*. Real Instituto Elcano ARI21/2010.

Marín, M. (2010). De Copenhague a México: En búsqueda del tratado perdido. *Forum de Biarritz*.

Münchau, W. (14 juin 2010). *The euro zone's tragic small-country mindset*. Source : Financial Times, <http://www.ft.com/cms/s/0/422f518a-774b-11df-ba79-00144feabdc0.html>

Ocampo (a), J. A. (2009). La arquitectura financiera internacional: un debate en marcha. *Forum de Biarritz*. Quito.

Ocampo (b), J. A. (2010). Economía y Mercado de trabajo en América Latina. *Forum de Biarritz*.

Pinzón, M. L. (03 août 2010). *La búsqueda de la Gobernabilidad en América Latina*. Source : americasnet.net, http://www.americasnet.net/Commentators/Martha_Pinzon/pinzon_16_spa.pdf

PNUD. (2010). *Informe Regional de Desarrollo Humano para América Latina y el Caribe*. Source : http://www.pnud.org.co/img_upload/36353463616361636163616361636163/INFORME_REGIONAL_2010.pdf

Sabatini, C. (2009). Libertad de Prensa en AL. (AS-COA, Entrevistador)

Sen, A. (2009). *La idea de la Justicia*. Bogotá: Taurus.

Wolf, M. (05 janvier 2010). *The Euro zone's next decade will be tough*. Source : Financial Times, http://www.ft.com/cms/s/0/19da1d26-fa2f-11de-beed-00144feab49a.html?nclick_check=1

Zovatto, D. (2010). En la cuerda floja: Democracia y gobernabilidad en América Latina en el Siglo XXI temprano. *Document Forum de Biarritz*.

OOOOOOOOOOOO